

Retour sur les ateliers

Quelques motifs territoriaux qui pourraient rendre nos futurs heureux.

Il y a souvent dans les scénarios qui décrivent les futurs des territoires une tentative d'épuisement des possibles. Comme pour un lieu, l'intention est assurément vaine. Sans doute le récit qui souligne la cohérence des hypothèses, pose un horizon, découvre une trajectoire y est-il pour beaucoup. Sa force d'intégration, d'illustration, d'adhésion, d'engagement même, est assurément un atout. Les scénarios ont inversement l'inconvénient d'enfermer les futurs dans le carcan de la petite histoire qu'ils proposent parce qu'en les incarnant ils atténuent la portée générative des figures, des motifs qui les composent. Pour rendre compte de l'exercice « Explorons nos futurs (heureux) », ce sont quelques-uns de ces motifs que je me suis attaché à décrire. Non que l'on n'aurait pas pu faire le scénario des scénarios grâce à la cohérence des productions des différents groupes de travail, mais parce qu'il me paraît plus fécond de dévoiler ces figures dynamiques pour permettre à tous de les tester, de les discuter, d'envisager la manière dont celles-ci pourraient travailler nos territoires autant que nos imaginaires, contribuer à les réagencer pour entrer de plain-pied dans le monde de demain, couramment appelé anthropocène.

RETROUVAILLES AVEC LE VIVANT

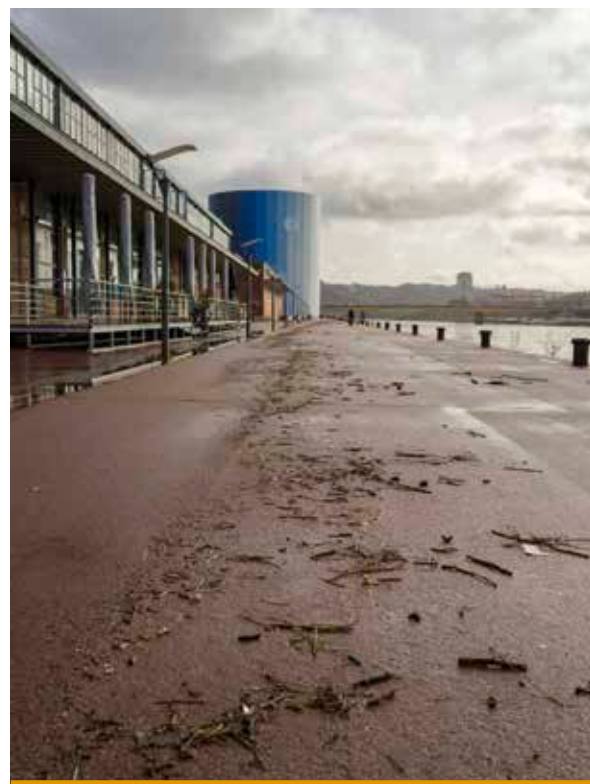
La première figure qui s'impose est celle du vivant – « Je fais partie de la famille du vivant » – et, en conséquence de cette prise de conscience, la manière de penser le futur territoire change radicalement. Ce qui devient prioritaire et donateur de sens, ce n'est plus l'attractivité et la compétitivité de celui-ci, mais la manière dont le socio-écosystème auquel je participe existe, dure, en prenant en compte la qualité de vie des humains, de leur épanouissement, mais aussi par un élargissement radical. La manière aussi dont je considère tous ceux avec lesquels, grâce auxquels, je, nous cohabitons : les animaux, les plantes, mais aussi les entités matérielles, elles aussi épuisables, dont nous dépendons pour vivre.

Aménager ce territoire de vie qui nous est commun, c'est donc prendre soin de celui-ci, le réparer, s'inspirer aussi de ce que ces retrouvailles avec le vivant m'offrent en puissance d'agir avec le biomimétisme, l'écoconception, etc. L'émergence de ce motif annonce une bifurcation culturelle et anthropologique majeure. C'est par celui-ci que d'autres principes de pensée et d'action mis en avant prennent toute leur ampleur. Ainsi la sobriété devient un incontournable, et c'est bien parce qu'il y a ce basculement culturel, qu'elle peut être intelligente, épanouissante, démocratique : « décarbonation énergétique », « 0 déchet », « 0 artificialisation », réutilisation et mutualisation, sont autant de lignes de fuite qui se dessinent, un processus de

déterritorialisation moderne-reterritorialisation anthropocène qui s'anime. Il esquisse un autre fonctionnement territorial, un véritable métabolisme écologique qui s'inscrit sans l'altérer, le régénérant même, dans un biotope donné, et auquel contribuent tous les acteurs habituellement reconnus des territoires : collectivités, entreprises, associations, individus. Ce métabolisme urbain, territorial et écologique se déploie selon de nouvelles spatialités : des représentations jusqu'aux pratiques, une relocalisation s'effectue. On pense et on agit « local », pour se nourrir, pour produire, pour se distraire. Néanmoins, cette relocalisation ne signifie pas repli et enfermement. Si le principe de la globalisation économique est remis en cause, si les circuits courts et l'économie circulaire deviennent la règle, cela n'empêche pas ces nouveaux territoires d'être connectés et ouverts au monde. —

Par **Stéphane Cordobes**,
philosophe, géographe
et photographe, chercheur
à l'École urbaine de Lyon
et conseiller-expert à l'ANCT

Quand
la marque
du fleuve
empiète
sur l'espace
humain
(les quais bas,
Rouen)
© Stéphane
Cordobes



--- La révolution anthropocène des territoires n'est pas un retour aux paroisses et aux petits royaumes locaux. Ce n'est pas la confirmation du territoire politique fantasmé avec ses frontières, ses richesses et son identité et tout son potentiel d'inégalité et de conflictualité. C'est un socio-écosystème ouvert, complexe, qui n'omet pas que son biotope n'est qu'une partie de la biosphère et que dans l'injonction à « atterrir » il est bien question de la planète et du monde commun au sein desquels les nouveaux territoires de vie ont partie liée.

D'ailleurs, les modalités mêmes de fonctionnement qui sont mises en avant laissent peu de place au doute en la matière : à la verticalité, à la hiérarchie, à la compétition, à la performance économique, à l'excellence et la domination succèdent l'horizontalité, l'expérimentation, la négociation, le dialogue démocratique, la responsabilité sociale et écologique, la diplomatie et évidemment la coopération.

Les conflits n'ont pas disparu, mais c'est la coopération qui devient le maître mot, coopération qui vaut dans les socio-écosystèmes considérés, mais également les uns vis-à-vis des autres, au sein du système relationnel plus vaste qu'ils constituent et dans lequel s'exprime leur interdépendance. Sans que le nom ne soit cité, on n'est pas sans penser à Gaïa. En tout cas, jamais cette notion d'interdépendance n'avait acquis une telle place dans la compréhension, la formation et le fonctionnement de nos territoires.

DE NOUVELLES SPATIALITÉS

Mais revenons à ces spatialités. Tous les scénarios sont peu ou prou travaillés par cette dimension : pouvait-on imaginer qu'il en soit autrement alors qu'étaient invités dans le tour de table des spécialistes des territoires et des villes, de l'aménagement et de l'urbanisme ? Ce sont donc sans surprise les périmètres et les échelles qui continuent à occuper les esprits. Avec un nouveau mot d'ordre repris collégialement : la biorégion. La biorégion serait donc ce nouveau territoire défini non pas à partir des seules pratiques humaines, implantations et mobilités, mais aussi en tenant compte des caractéristiques naturelles de nos milieux de vie, des écosystèmes qui le composent.

Cette nouvelle échelle locale de référence rebat les cartes administratives et politiques, avec des périmètres qui seraient plus conformes aux intérêts du vivant, permettant le raccourcissement des circuits, la relocalisation, etc. Ce motif de la biorégion est évidemment intéressant puisqu'il permet de réintégrer dans le territoire politique la dimension écologique tout en sortant du piègeux localisme.

Néanmoins, la biorégion apparaît aussi dans les différents scénarios comme une nébuleuse : c'est plus un principe de pensée et d'action spatiale qui s'affirme qu'un objet bien défini, bien circonscrit devrais-je plutôt écrire. Ainsi, selon les problématiques prospectives traitées par les groupes, on sent bien que les échelles et les périmètres ne sont pas les mêmes, qu'il y a une intention de penser, d'arpenter autrement l'espace, mais que subsistent un doute, une incertitude, un trouble.

Je formule une hypothèse : ce trouble ne viendrait-il pas d'un décalage entre ce que l'on pressent de ce nouveau régime spatial fait de socio-écosystèmes interdépendants et des cadres de représentations modernes dont on a bien de la peine à se

défaire, en particulier celui qui consiste à penser qu'il existe une bonne échelle, un bon périmètre pour faire territoire au mieux. Car nous devons bien l'avouer, les spatialités qui se jouent dans les scénarios prospectifs semblent moins que jamais assignables à une échelle et à un périmètre uniques. Les socio-écosystèmes sont constitués de lieux – des « merritoires », des îlots de vie, etc. –, se déploient à des échelles multiples – locale, régionale, nationale, supranationale, européenne, internationale –, sont maillés par des réseaux – physiques, numériques, sociaux, environnementaux.

Les territoires de vie qui se dessinent n'ont plus grand-chose à voir avec nos territoires modernes : ils sont transscalaire, relationnels, multiples. Ce sont moins des entités essentielles, parfaitement définies et closes sur elles-mêmes, que des perspectives en devenir qui réagencent le réel, ses actants, au gré des enjeux ou problématiques considérés. Ainsi les motifs de la « mixité », de la « modularité », de la « diversité », de l'« hybridation », de la « réversibilité », du « transitoire » deviennent centraux. Ce sont autant des territorialités que des territoires au sens classique du terme qui se jouent des limites communément acceptées comme celles d'urbain-rural, de terre-mer, etc.

Bien évidemment, ces spatialités sont assorties des qualités qui les rendent compatibles avec le respect du vivant : elles sont « raisonnées », « frugales », « optimisées », « dématérialisées », « revégétalisées », « rééquilibrées »... Elles sont aussi compatibles avec de nouveaux droits favorables à l'épanouissement plus égalitaire des humains – droit pour tous au numérique, au service universel de mobilité – et non-humains – préservation, protection, régénération.

Avec de tels territoires au sein desquels les acteurs qui comptent sont beaucoup plus nombreux et les actions collectives ne résultant plus que d'alliances complexes, les outils de délibération, décision et planification sont déterminants. On annonce un

renouveau de la planification, dénommée sans surprise « écoplanification », laquelle couvre les nombreux domaines dont le contrôle est devenu plus essentiel et plus décentralisé, distribué pourrait-on dire, que jamais : spatial, énergétique, numérique, commercial, économique et industriel, sanitaire, environnement... Une planification qui s'est elle aussi transformée pour gagner en agilité et en

créativité, vivante. Les modes de gouvernance et de gouvernement ne sont pas en reste et ont eux aussi gagné en complexité, en horizontalité et en ouverture.

Les motifs du multi-, de l'inter-, du trans- sont devenus omniprésents : multipartite, multilatéral, interterritorial, interspécifique, transscalaire, transdisciplinaires, transsectoriel, et plus ordinairement public-privé... On ne saurait imaginer une telle organisation sans que la notion même de valeur ait profondément évolué et que ce soit mis en place un nouveau système comptable, fiscal, mais aussi moral.

La possibilité de produire de la richesse tout en négligeant et externalisant les coûts environnementaux, sociaux et humains n'est plus possible. Non seulement ces coûts doivent être maîtrisés, mais ils sont calculés pour que les activités ne pèsent plus sur les Humains, le vivant et l'environnement. La schizophrénie de l'habitant – individu, citoyen, travailleur, consommateur, touriste – n'est plus de mise parce que ces différents champs – personnel, politique, professionnel – ne

La révolution anthropocène des territoires n'est pas un retour aux paroisses et aux petits royaumes locaux

sont plus dissociés et au contraire œuvrent avec des règles et selon des objectifs compatibles.

À l'avènement démocratique s'adjoignent un nouvel Humain citoyen, ménager, soigneur, et des organisations qui font de la contribution socio-environnementale une finalité incontournable. On ne saurait assez souligner que cette citoyenneté ne s'obtient pas sans une révolution en matière de science, de culture et d'éducation : celle-ci est devenue éco-complexe. Elle met au premier plan les savoirs scientifiques, mais aussi autochtones et d'usage, le faire-ensemble, la redécouverte du monde et de ce/ceux qui le composent, la culture vivante et toujours la transversalité et le décloisonnement.

LA PART DE RÊVE

Voilà certains des motifs qui traversent ces scénarios portant sur les territoires de nos futurs heureux. Comme toute interprétation, celle-ci peut être critiquée. Sans doute y aura-t-il autant de lectures que de lecteurs de ce vaste ensemble, comme

pour tout livre qui se respecte. J'assume cette subjectivité du regard et de la projection, tout comme la dimension utopique de cet horizon. Après tout n'était-ce pas l'objectif avoué de cet exercice partagé que de réenchanter le monde et de susciter autant que faire se peut une envie renouvelée, un élan individuel et collectif pour retrouver le goût de l'avenir ?

J'ai souvenir d'une phrase de Gilles Deleuze, « *Le système nous veut triste et il nous faut arriver à être joyeux pour lui résister*¹. » C'est aujourd'hui le monde qui paraît bien triste et nul doute que, pour cohabiter demain, dans les meilleures conditions possibles sur terre, en refaisant territoire, nous ne puissions nous passer de la joie collective d'imaginer, donc d'accepter la part de rêve qui va avec, ces possibles futurs heureux dont nous avons débattu plusieurs mois. De ce point de vue aussi, l'exercice me semble réussi. ■ **Stéphane Cordobes**

¹ « Qu'est-ce que l'acte de création ? », conférence à la Fémis, 17 mars 1987. (NDLR)

Les quais bas à Rouen

© Stéphane Cordobes

